

### S O M M A I R E

<b>La difficile coopération énergétique en Méditerranée occidentale</b> .....	2
État des lieux .....	2
Les obstacles à la coopération énergétique .....	3
<b>Les dangers du statu quo</b> .....	4
L'introuvable politique méditerranéenne de l'Europe .....	4
<b>Faits essentiels et tendances</b> .....	7
Le gaz naturel .....	7
Le pétrole .....	7
L'électricité .....	8
Les énergies renouvelables .....	9
L'énergie nucléaire .....	9
<b>Les réalités régionales</b> .....	11
La situation en Turquie .....	11
La situation énergétique en Afrique du Nord .....	12

# le Défi énergétique en Méditerranée

« *We have no eternal allies and we have no eternal enemies. Our interests are eternal and perpetual, and those interests it is our duty to follow\**. »

LORD PALMERSTON

**L'avenir du Bassin méditerranéen dépend d'une coopération énergétique plus large et plus profonde entre ses rives. Cela nécessitera une refonte de la politique étrangère de l'Union européenne vis-à-vis des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée avec un niveau beaucoup plus important de confiance politique et de respect mutuel. Cela exigera aussi que les pays maghrébins surmontent leurs divisions et leur tentation de faire cavalier seul afin de dégager une stratégie énergétique commune.**

(\*) « *Nous n'avons pas d'alliés éternels et nous n'avons pas d'ennemis éternels. Nos intérêts sont éternels et perpétuels, et ce sont ces intérêts qu'il est de notre devoir de défendre.* » Lord Palmerston, de son vrai nom Henry John Temple (1784-1865), a été ministre des Affaires étrangères et Premier ministre britannique. Il fut considéré comme le grand inspirateur de la politique étrangère du Royaume-Uni de 1830 à 1865.

Ce texte a été  
publié une première  
fois en langue  
anglaise par  
l'Institut espagnol  
d'études  
stratégiques  
(Instituto Español  
de Estudios  
Estratégicos).

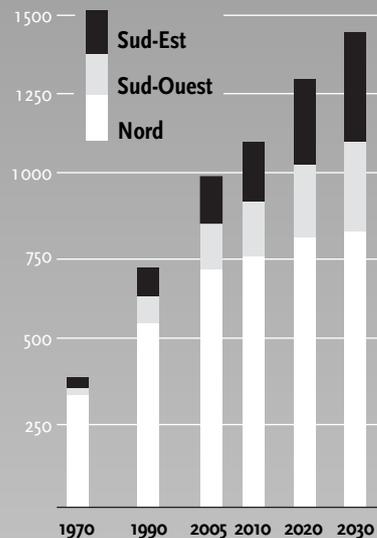


## GRAPHIQUE 1

### Demande d'énergie en Méditerranée

Évolution 1970-2030

En Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole)



**LE PÉTROLE RESTERA LE COMBUSTIBLE DOMINANT, SUIVI PAR LE GAZ, LE CHARBON, LE NUCLÉAIRE ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES**

(1) Les statistiques et les prévisions énergétiques sont tirées des Perspectives Énergétiques Méditerranéennes 2008 (MEP 2008), publiées par l'Observatoire méditerranéen de l'Énergie (OME, [www.ome.org](http://www.ome.org))

## 1 La difficile coopération énergétique en Méditerranée occidentale

### État des lieux

LA MÉDITERRANÉE EST TOUT SAUF UNE RÉGION PAUVRE. Elle possède des quantités abondantes de gaz naturel, de pétrole et de phosphates et bénéficie d'une agriculture diversifiée ainsi que d'une industrie touristique cela sans oublier une main-d'œuvre qualifiée. Pourtant, c'est aussi une plaque tournante pour les migrations clandestines, le terrorisme, les mafias internationales et certains des pays qu'elle baigne sont potentiellement menacés d'effondrement. L'écart des produits intérieurs bruts (PIB) de ses rives nord et sud est l'un des plus importants au monde, les premiers étant 12,5 fois supérieurs aux derniers, un multiple qui atteint même le chiffre de 20 dans certains cas. Alors que la population des pays riverains du Nord croît plus lentement (-0,2%) et vieillit vite, elle progresse de 2% par an au Sud où le nombre de jeunes diplômés chômeurs augmente inexorablement. Ainsi, le Nord demeure un aimant. Quelles que soient les futures législations restrictives qui seront mises en place au Nord, le mouvement migratoire en provenance du Sud ne se tarira donc pas. Dans le même temps, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) de l'Europe vers la rive sud-ouest de la Méditerranée ne sont guère importants en dehors du secteur des hydrocarbures alors que l'on estime la fuite annuelle de capitaux privés du Sud à près de 8 milliards de dollars.

Quelques chiffres résument les tendances énergétiques dans la région. L'Algérie, la Libye et l'Égypte détiennent 4,6% des réserves prouvées de pétrole et de gaz naturel au monde. Les pays du Sud-Ouest de la Méditerranée figurent au troisième rang des fournisseurs de gaz naturel de l'Union européenne, une situation qui est peu susceptible de changer d'ici 2030. Le principal acteur à ce niveau demeure l'Algérie dont les exportations et les réserves prouvées de gaz sont beaucoup plus importantes que celles de ses deux autres voisins exportateurs d'hydrocarbures, cela même si la Libye représente, sur le plan pétrolier et à moyen et long terme, une importante promesse d'autant que son vaste territoire n'a été que peu exploré. L'avenir énergétique de la région méditerranéenne va demeurer lié aux carburants fossiles même si l'énergie nucléaire jouera un rôle important au Nord tandis que les sources renouvelables gagneront du terrain dans les années à venir. Le pétrole restera ainsi le combustible dominant dans le bouquet énergétique, suivi par le gaz, le charbon, le nucléaire et les énergies renouvelables. En 2030, les deux premiers équivaleraient à 80% de la demande régionale totale, 75% pour les pays de la rive nord et 95% pour ceux de la rive sud<sup>(1)</sup>.

Un tiers de l'énergie commercialisée dans le monde transite par la Méditerranée. Le canal de Suez et le Bosphore sont des points essentiels de transit vers les marchés européens et américains. Un nombre croissant de gazoducs sous-marins, d'usines de liquéfaction et de regazéification ainsi que de terminaux pétroliers ont donné naissance à un réseau dense d'accords commerciaux. D'autres pipelines et terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) seront ajoutés à ce *network* d'ici à 2030 tandis que plus d'électricité sera échangée entre pays voisins. Du coup, les investissements dans la production d'énergie sont estimés à 450 milliards de dollars entre aujourd'hui et 2030 afin de répondre aux besoins d'une population croissante.

Le **GRAPHIQUE 1** met en exergue le potentiel des pays du Sud-Est et du Sud-Ouest de la Méditerranée en tant que consommateurs. Il s'agit d'une dimension qui n'est pas prise en compte dans les politiques en cours pour la région car ces dernières sont conçues en Europe. Ce potentiel n'est pas

LA RÉGION  
MÉDITERRANÉENNE EN SOI  
NE PÈSE D'AUCUN POIDS  
DANS LES AFFAIRES  
MONDIALES QU'ELLES  
SOIENT ÉCONOMIQUES,  
FINANCIÈRES  
OU POLITIQUES

L'UE A TENDANCE À  
VANER LES RÉFORMES  
DANS CERTAINS PAYS,  
À DÉPLORER L'ABSENCE  
DE PROGRÈS DANS  
D'AUTRES, SANS SE  
SOUCIER DU FAIT  
QU'AUCUN NE POSSÈDE  
DES INSTITUTIONS  
DÉMOCRATIQUES

limité à l'énergie car il affecte aussi les agro-industries, la pétrochimie et les industries de service. Les pays du Sud-Ouest méditerranéen ne sont donc pas simplement de commodes fournisseurs de produits énergétiques et de vacances bon marché. Par conséquent, la «boucle électrique du Bassin méditerranéen» ou le projet thermo-solaire cyclopéen Desertec risquent de ne pas réussir sans beaucoup plus de liens institutionnels et de confiance qu'il n'en existe actuellement.

## Les obstacles à la coopération énergétique

IL EST INDISCUTABLE QUE LES CONTRATS commerciaux existants contribuent à une certaine stabilité dans la région, mais aucune analyse stratégique sérieuse ne peut manquer de relever que la région méditerranéenne en soi ne pèse d'aucun poids dans les affaires mondiales qu'elles soient économiques, financières ou politiques. De plus, les observateurs occidentaux se désespèrent souvent devant le manque de coopération entre les pays riverains du Sud de la Méditerranée d'autant qu'on note dans ces pays une fuite continue de capitaux et de personnes instruites. À cela, s'ajoute le fait que les populations du Sud de la Méditerranée occidentale ont peu confiance dans leur avenir, d'autant que le pouvoir et la richesse dans leur pays ont été accaparés par des élites voyant mal le rôle que pourrait jouer à moyen terme leur région dans les affaires internationales.

De nombreux observateurs occidentaux ne parviennent pas à comprendre que l'attitude condescendante dont les dirigeants européens et américains font preuve à l'égard des peuples du Sud-Ouest et Sud-Est de la Méditerranée ainsi que leur obsession de placer les relations avec cette région sous le sceau de la lutte contre le terrorisme ne fait qu'accroître le manque de confiance qui prévaut dans ces pays. Il y a cependant une différence majeure entre les pays du Sud de la Méditerranée occidentale et la Turquie. Parce qu'elles ont un sens beaucoup plus fort de leur propre identité et de leurs origines historiques, les élites turques sont en mesure d'imaginer un rôle futur pour leur pays. De plus, le remodelage de l'identité de la Turquie a été encouragé par la nature de ses liens avec l'Union européenne (UE). Même si cette dernière semble remettre en cause l'idée que la Turquie puisse rejoindre un jour ses rangs, les conditions qu'elle a posées pour cette adhésion ont d'ores et déjà ouvert la voie à des réformes majeures – lesquelles consolident la démocratie, réduisent l'influence de l'armée et élargissent et renforcent la base industrielle du pays. Enfin, les termes dans lesquels la république laïque mise en place par Kemal Atatürk ont été élaborés sont actuellement modifiés : un état de fait qui a encouragé une nouvelle vitalité.

Le contraste entre la Turquie et les pays du Sud-Ouest de la Méditerranée est fort. Là-bas, les élites sont incapables d'appréhender un rôle futur pour leur région car depuis que les pays qu'elles gouvernent ont obtenu leur indépendance il y a cinquante ans, elles ont joué le rôle de subalterne de leurs anciens maîtres coloniaux, ces derniers étant trop heureux de jouer sur les différences entre les États de la région pour maintenir leur influence. Ainsi, l'Union européenne n'a pas déployé beaucoup d'efforts pour essayer de trouver une solution régionale à la querelle au sujet du statut du Sahara occidental. Aujourd'hui, l'UE a tendance à vanter les réformes dans certains pays, à déplorer l'absence de progrès dans d'autres, sans se soucier du fait que pas un seul d'entre eux ne possède des institutions qui relèveraient ne serait-ce que d'un semblant de démocratie. L'UE ne déplore pas non plus que pas un seul de ces pays ne possède un pouvoir judiciaire indépendant ou ne dispose d'un système bancaire digne du XXI<sup>e</sup> siècle, capable de promouvoir l'entreprise privée plutôt que de financer un nombre réduit

TANT QU'IL N'Y AURA PAS PLUS DE TRANSPARENCE DES SYSTÈMES POLITIQUES ET JURIDIQUES ET QUE LA QUESTION DES FRONTIÈRES NE SERA PAS RÉGLÉE, LES PROGRÈS DANS LA COOPÉRATION SERONT PEU PROBABLES

de grands investissements pour des entreprises bien connectées sur le plan politique. Dans chacun de ces pays, les forces armées et de sécurité sont les principaux acteurs. Les élites nationales, quant à elles, sont prédatrices, pas patriotes, et plus intéressées à maintenir leur emprise sur le pouvoir qu'à mener une réflexion prospective sur le rôle que leur pays ou région pourrait essayer de jouer dans le monde plus globalisé de 2030<sup>(2)</sup>.

Les élites turques et celles d'Afrique du Nord ne sont donc tout simplement pas comparables. Cela apparaît au niveau de la politique énergétique où la Turquie a joué habilement ses cartes se transformant en plateforme énergétique internationale. C'est ainsi que le pétrole de la mer Noire sera très compétitif en Europe tandis que le gaz naturel futur proviendra de la Russie, de la mer Caspienne, d'Iran, d'Irak et d'Égypte. En Afrique du Nord, personne en Algérie ou en Libye ne rêverait, pour ne citer qu'un exemple, de la création d'un fonds souverain pour la région. De son côté, le Maroc déplore le fait qu'il ne peut pas acheter plus de gaz algérien que les quantités perçues sous forme de taxes de transit qu'il reçoit du gazoduc Pedro Duran Farrell et cela après avoir passé des années à faire valoir que l'Algérie était un partenaire auquel il ne pourrait jamais faire confiance. L'UE paie donc le prix d'élites serviles. Pour le développement d'une stratégie énergétique régionale sérieuse, les partenaires doivent être de rang égal, avoir une idée claire du rôle futur de leur pays et se faire confiance. À ce niveau, un long chemin reste à accomplir. Tant qu'il n'y aura pas une plus grande transparence des systèmes politiques et juridiques et que la question des frontières n'aura pas été réglée une fois pour toute, les progrès dans la coopération économique régionale seront peu probables.

## 2 Les dangers du statu quo

### L'introuvable politique méditerranéenne de l'Europe

LA CACOPHONIE DE L'EUROPE en matière de politique énergétique extérieure donne à penser qu'elle a abdiqué toute ambition d'avoir une vision à long terme pour la région méditerranéenne. Elle a pris l'habitude d'articuler un discours, d'émettre des documents, d'attribuer de l'argent et de créer des bureaucraties qui semblent mener leur propre vie, au-dessous ou au-dessus des vraies questions d'intérêt immédiat qui sont débattues, qu'il s'agisse du contrôle des migrations, des restrictions sur le libre-échange, de la lutte contre le terrorisme et des réponses coordonnées (militaires, intelligence et renseignement, partage d'informations, coopération policière). Mais ce qui est articulé dans les documents et les discours de l'UE ne reflète pas forcément les défis auxquels la région est confrontée<sup>(3)</sup>.

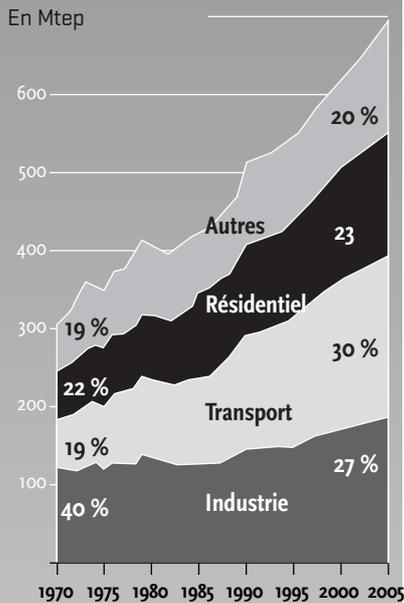
Depuis les années 1980, l'Europe a produit plan sur plan pour définir les modalités de ses relations avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Ces tentatives ont abouti au Processus de Barcelone en 1995 et à l'Union pour la Méditerranée (UPM) en 2008. En attendant, plus la couche des plans et déclarations devient épaisse et plus la hauteur des murs de la forteresse Europe augmente. La libre circulation des personnes est au cœur du dilemme, mais là où les Européens parlent d'améliorer les mécanismes existants et de faire reconnaître ce qui a été acquis, les populations de pays riverains du Sud veulent un visa à destination de l'Europe pour des études, des formations et de la liberté. Ce que ces dernières oublient, c'est que l'idée d'un espace méditerranéen commun n'est seulement portée que par les élites, c'est-à-dire quelques politiciens, des intellectuels et des entreprises des pays d'Europe du Sud, c'est-à-dire des acteurs dont la voix est plus faible depuis que l'UE s'est élargie à vingt-sept membres.

(2) *Les facteurs économiques pèsent peu dans la gestion des pays Méditerranéens*, Francis Ghilès, Rapport pour l'Institut de la Méditerranée, Marseille, décembre 2000. Une estimation prudente du montant des capitaux privés détenus à l'étranger par des résidents d'Afrique du Nord est de 200 milliards de dollars détenus environ à 50 % par des Algériens, 30 % par des Marocains et 20 % par des Tunisiens.

(3) *The Mediterranean Union: a new approach for the EU and its southern neighbours*, Bassma Kodmani in *Setting EU Priorities*, 2008, édité par Peter Ludlow, The European Strategy Forum.

GRAPHIQUE 2

Total de la consommation finale d'énergie en Méditerranée



L'EUROPE N'A AUCUNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DIGNE DE CE NOM : LES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES DES DIFFÉRENTS PAYS ET GROUPES DE PAYS DIVERGENT

(4) *Energy, Politics and Development, A Strategy for Energy Security, Climate Change and Development Assistance*, High-Level Taskforce on Energy Security, Climate Change and Development, Oxford University, juin 2007.

(5) *Energy and Climate Change: Europe at the Crossroads*, David Buchan, Oxford Institute for Energy Studies, OUP, 2009.

Les pays du Sud-Ouest de la Méditerranée sont plus que jamais les récipiendaires d'une politique qui est axée sur la sécurité. La contribution que leurs dirigeants apportent à cette sécurisation est remarquable car ils sont sollicités dans le seul domaine où ils excellent. Cette tendance a été renforcée après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis dans la mesure où l'Europe a adopté un agenda à propos du terrorisme transnational déjà bien articulé dans les pays de la rive sud de la Méditerranée. Cette même tendance a aussi été renforcée par une plus grande implication américaine en Afrique du Nord. La partie arabe (de la Méditerranée occidentale, ndt) coopère à présent d'une manière plus large avec l'UE et l'Otan. Ce large consensus et les engagements profonds des élites dirigeantes à collaborer en ce sens ont rendu tous les autres objectifs (de la politique européenne en Méditerranée, ndt) subordonnés aux objectifs de sécurité.

L'Europe n'a aucune politique énergétique digne de ce nom : les intérêts stratégiques des différents pays et groupes de pays divergent. L'UE n'est donc pas en mesure de satisfaire aux « deux défis qui définiront le monde dans lequel elle vit dans le XXI<sup>e</sup> siècle : la sécurité et la conciliation entre l'énergie, le changement climatique et les objectifs de développement économique »<sup>(4)</sup>. Une mauvaise politique énergétique à long terme, voire son absence, pourrait créer de nouveaux ennemis pour l'Europe et de nouveaux risques pour son approvisionnement énergétique. Cela étant, il ne fait aucun doute que les partenariats et coopérations énergétiques actuels, dont la nature est essentiellement commerciale, se poursuivront dans le Bassin méditerranéen et que certains accords sur le développement de sources d'énergies renouvelables seront conclus pour faire bonne mesure. **GRAPHIQUE 2**

Il serait irréaliste d'imaginer qu'une politique à long terme de coopération, en amont et en aval, puisse être développée dans un climat où les pays du Sud-Ouest méditerranéens sont simplement considérés comme des sources d'immigrants illégaux, de terrorisme, d'hydrocarbures et d'exotisme fournies par des vacances à Marrakech. Autrement dit, dans un climat où la confiance est absente. L'ampleur des déséquilibres croissants dans la région, les énormes investissements indispensables pour garantir un approvisionnement énergétique sécurisé dans les prochaines décennies et le risque de réchauffement irréversible de la planète en raison d'une overdose de combustibles fossiles devraient « atténuer les préoccupations les plus traditionnelles de l'Europe à propos des structures de marché de l'énergie et de la stabilité de l'approvisionnement »<sup>(5)</sup>. Et cela devrait aussi convaincre les libéraux les plus adeptes du laissez faire que le *statu quo* n'est pas une option réaliste.

Les crises renversent les ordres établis. Celle, financière et économique, de la période 2007-2009, ne fait pas exception. L'émergence du G20 sur la scène internationale est un grand tournant dans l'histoire : pour la première fois depuis la révolution industrielle, le pouvoir économique n'est plus concentré dans les mains de l'Ouest. Plus vite cette leçon sera assimilée en Europe et mieux cela sera. Par ailleurs, la désunion entre les pays du Sud-Ouest méditerranéen pourrait convaincre certains décideurs que le *statu quo* est une option. Ce n'en est pas une.

Il y a mille ans, la Méditerranée était un *lac musulman*. Les épices, la soie et le sucre fournissaient aux terres d'Islam des richesses considérables. Après 1498, les monarques portugais ont réussi à encercler le monde islamique, débordant les Mamelouks et les Ottomans au lieu de s'engager dans une bataille sans fin sur terre dans les Balkans et en mer, dans la Méditerranée. Depuis 1973, le Moyen-Orient a finalement réussi à accomplir ce qu'il avait été incapable de réaliser pendant un demi-millénaire. En monopolisant efficacement l'approvisionnement d'une denrée vitale pour l'Occident – le pétrole remplaçant dans ce cas les épices, la soie et le sucre – il a obtenu une amélioration notable des termes de ses échanges éco-

nomiques au détriment de l'Occident et du reste du monde. Quel que soit l'avenir du prix du pétrole et du gaz, quelles que soient les nouvelles sources d'hydrocarbures découvertes en dehors du Moyen-Orient dans les années à venir, cette situation n'est pas susceptible de changer dans un avenir prévisible<sup>(6)</sup>.

Les hommes politiques en Occident savent que le pétrole et le gaz sont la pierre angulaire de notre mode de vie et de notre travail. Ces hydrocarbures sont des composants essentiels, par l'intermédiaire du soufre et de l'ammoniac, dans la fabrication d'engrais dont dépend l'accroissement de la production vivrière; ils permettent de transporter les produits alimentaires à destination des mégapoles mondiales, totalement non autonomes sur ce plan. Les politiciens savent que leurs électeurs les puniront si les prix du carburant montent en flèche ou s'il y a des pénuries d'électricité, mais ils savent aussi que s'ils admettent ouvertement que la recherche de pétrole et de gaz est au cœur de leurs politiques étrangères, ils sont susceptibles d'être accusés de cynisme et d'immoralité.

*Quand il s'agit de sécurité énergétique, les dirigeants occidentaux traitent leurs électeurs comme des enfants et se comportent comme des adultes en privé.*

L'énergie façonne la politique étrangère. Les relations tendues entre la Russie et l'Union européenne s'expliquent par le fait que cette dernière est de plus en plus dépendante des ressources énergétiques russes. Le conflit de 2008 entre la Russie et la Géorgie n'a suscité de vives inquiétudes en Occident que parce que les pipelines, qui transportent du pétrole et du gaz de l'Asie vers l'UE, en contournant la Russie, pouvaient être coupés. L'Occident pourrait chercher à renforcer les sanctions contre l'Iran, mais la Chine et l'Inde ont besoin des approvisionnements énergétiques iraniens. Les Chinois sont de plus en plus actifs en Angola et au Nigeria. Les dirigeants occidentaux fermeront les yeux sur le comportement de dictateurs dont le pays est assis sur de grandes réserves de pétrole et de gaz. Le xx<sup>e</sup> siècle fut celui du pétrole et, ensuite, de l'énergie nucléaire. Au xxi<sup>e</sup> siècle, nous devons y ajouter le gaz et les sources d'énergies renouvelables. Cependant, les combustibles fossiles demeureront d'une importance primordiale dans la définition des relations internationales et cela essentiellement dans la Méditerranée.

En attendant, un fantôme plane sur les mers Tyrrhénienne et Ionienne, où les enquêteurs anti-mafia ont longtemps soupçonné un complot entre le crime organisé, les industriels et les organismes gouvernementaux pour déverser les déchets nucléaires et autres déchets toxiques. Des navires y ont été coulés pendant vingt ans et en dépit de certains magistrats et journalistes courageux, l'UE a semblé, jusqu'à récemment, peu préoccupée par une possible catastrophe écologique. Une telle négligence caractérise aussi l'attitude de l'UE vis-à-vis de l'emprise puissante des différentes mafias, notamment dans le Sud de la péninsule italienne<sup>(7)</sup>.

Les flots de la *Mare Nostrum* s'échouent sur des terres où des millions de personnes sont profondément choquées par la manière dont le monde post-colonial a distribué les cartes. Cette région qui détient 4,6 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz naturel et par laquelle un tiers de tous les hydrocarbures commercialisés dans le monde transite, pose de nombreux défis aux décideurs politiques. La stabilité et la liberté du commerce dans le Bassin méditerranéen constituent une préoccupation pour tous, y compris pour les Chinois et les Indiens dont la présence économique ne cesse de croître dans la région.

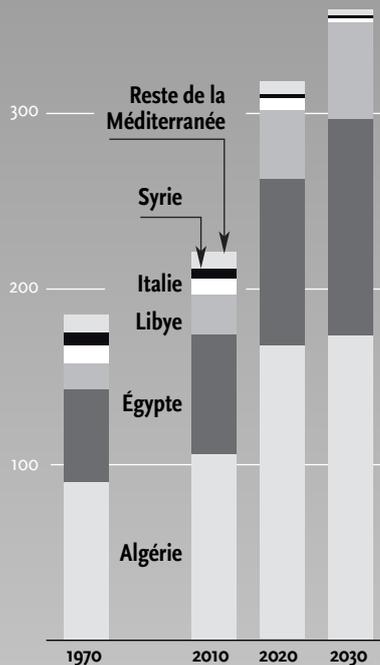
(6) *The Squeeze: Oil Money and Greed in the 21<sup>st</sup> Century*, Tom Bower, HarperCollins, octobre 2009.

(7) *Mystery in the Mediterranean, Italian police close in on 'toxic' shipwreck*, Guy Dinmore and Eleonora de Sabata, *Financial Times*, 21 octobre 2009.

### GRAPHIQUE 3

#### Production gazière en Méditerranée

En milliards de mètres cube



**L'ALGÉRIE EST LE TROISIÈME PLUS IMPORTANT FOURNISSEUR EN GAZ DE L'UE APRÈS LA RUSSIE ET LA NORVÈGE, MAIS POURRAIT OCCUPER LE SECOND RANG EN 2030**

## 3 Faits essentiels et tendances

### Le gaz naturel

LES RÉSERVES PROUVÉES DE GAZ NATUREL dans la région méditerranéenne sont estimées à 8 000 milliards de mètres cubes, ce qui équivaut à 4,6 % du total des réserves mondiales. La Libye reste cependant inexploree. Trois pays, l'Algérie, la Libye et l'Égypte comptent pour 95 % des réserves de gaz dans la région. La quantité totale de gaz commercialisé a doublé au cours des vingt dernières années et devrait atteindre 360 milliards de mètres cubes en 2030, les trois pays susmentionnés représentant 87 % du total. La part de la région dans la production mondiale de gaz naturel a augmenté de moitié, à 6 % du total.

- La demande a doublé au cours des dix dernières années et pourrait être multipliée par deux et même dépasser 500 milliards de mètres cubes en 2030. Les pays de la rive nord représentent 60 % de la demande régionale, un pourcentage qui baissera à 45 % d'ici à vingt ans. L'Union européenne importe aujourd'hui 62 % du gaz qu'elle consomme, une proportion qui devrait passer à 84 % en 2030. Aujourd'hui, l'Algérie est son troisième plus important fournisseur après la Russie et la Norvège, mais pourrait bien occuper le second rang en 2030.

- Les exportations nettes de gaz à partir de l'Algérie, la Libye et l'Égypte devraient augmenter, passant de 85 milliards de mètres cubes en 2007 à 210 milliards de mètres cubes en 2030 : l'Algérie continuera à représenter la majorité des exportations, suivie par l'Égypte et la Libye, tandis que d'autres pays de la région dépendront plus des importations. Les infrastructures d'exportation et d'importation, qu'il s'agisse de gazoducs, de terminaux ou d'usine de gaz naturel liquéfié (GNL) devraient augmenter rapidement du fait des contrats commerciaux comme c'est le cas aujourd'hui, à moins qu'un changement majeur de politique de l'Union européenne n'encourage une coopération approfondie entre les entreprises et les pays. **GRAPHIQUE 3**

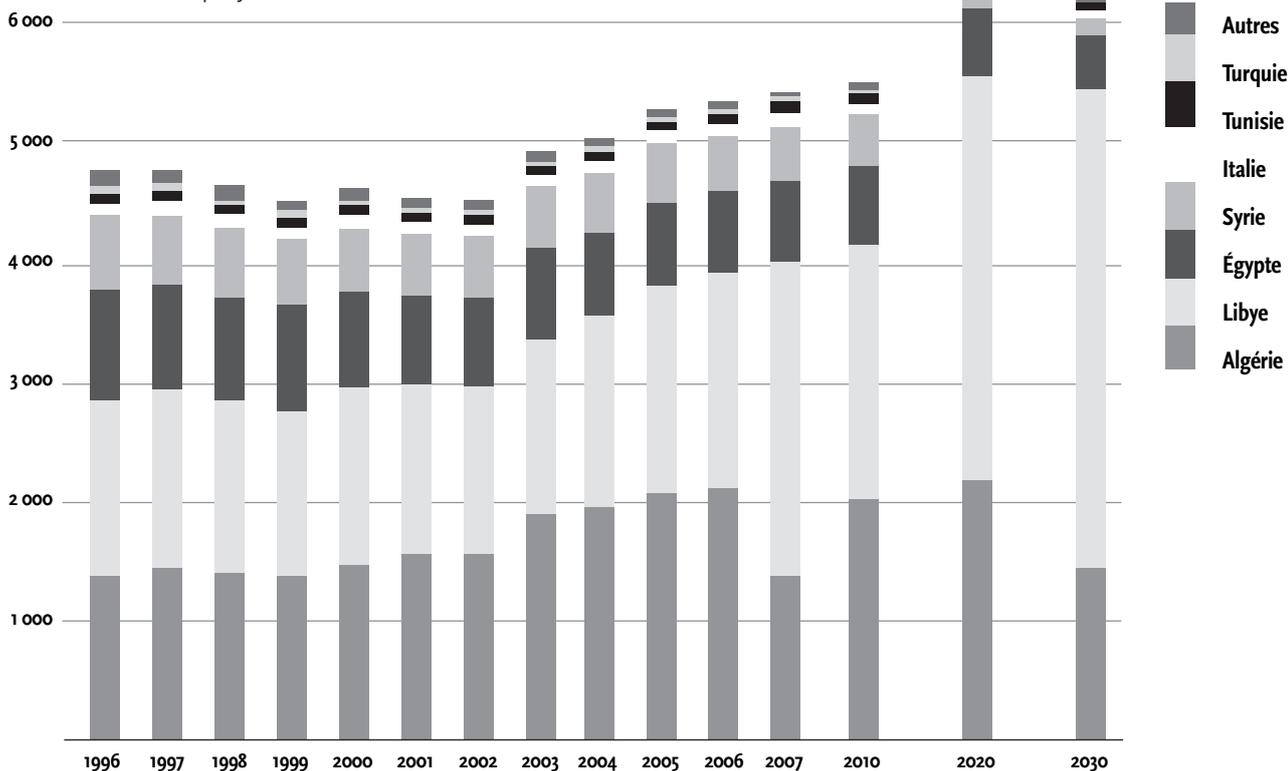
- Le gazoduc Enrico Mattei, qui relie l'Algérie à l'Italie via la Tunisie, dont la capacité va bientôt augmenter pour atteindre 32 milliards de mètres cubes, le gazoduc Pedro Duran Farrell, qui relie l'Algérie à l'Espagne et au Portugal via le Maroc et dont la capacité est de 8 milliards de mètres cubes, le Green Stream, qui transporte 8 milliards de mètres cubes de gaz de la Libye vers l'Italie, n'ont jamais connu de problèmes de transit dans la mesure où les relations contractuelles entre les divers acteurs sont bonnes. Mais l'achèvement récent du gazoduc Medgaz, qui relie directement l'Algérie à l'Espagne avec une capacité de 8 milliards de mètres cube de gaz par an, et prochainement celui du gazoduc Galsi, qui reliera directement l'Algérie à l'Italie avec une capacité similaire, permet de penser qu'à l'avenir la préférence de l'Algérie sera d'éviter le transit par un pays tiers pour ses exportations de gaz naturel.

### Le pétrole

LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE POSSÈDE 61,5 milliards de barils de pétrole, soit 4,6 % des réserves mondiales prouvées. La Libye, qui est le pays le moins exploré de la région, en détient plus des deux tiers, suivi par l'Algérie et l'Égypte. Ensemble, ces trois pays représentent 94 % de toutes les réserves méditerranéennes. A elle seule, la demande de pétrole dans la région méditerranéenne devrait passer de 432 millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtoe) en 2005 à 522 Mtoe en 2030. Les pays du pourtour nord représenteront 60 % de la demande totale d'ici là contre 70 %

Prévisions de production pétrolière en Méditerranée

En milliers de barils par jours



EN 2030, LE GAZ NATUREL  
DEVRAIT ÊTRE LA  
PRINCIPALE MATIÈRE  
PREMIÈRE ÉNERGÉTIQUE  
DANS LE SUD,  
ALORS QUE LE NUCLÉAIRE  
SERA DANS CETTE  
POSITION AU NORD

aujourd'hui, sachant que 80 % de l'augmentation de la demande viendra des pays de la rive sud. **GRAPHIQUE 4**

- Une capacité additionnelle de raffinage de près de 100 millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtoe) est prévue pour la région dont 40 Mtoe d'ici à 2015. Les excédents d'essence augmenteront et les débouchés pour les exportations, notamment les États-Unis, pourraient ne pas être en mesure d'absorber ces excédents ; ce qui constitue un autre défi pour les exportateurs. De même, la demande soutenue pour les distillats moyens augmentera la dépendance de la région vis-à-vis des importations en provenance de Russie. Cette dernière pourrait bien ne pas être en mesure de fournir les besoins de la région en diesel. L'Union européenne devient d'ailleurs de plus en plus dépendante des importations de diesel russe.

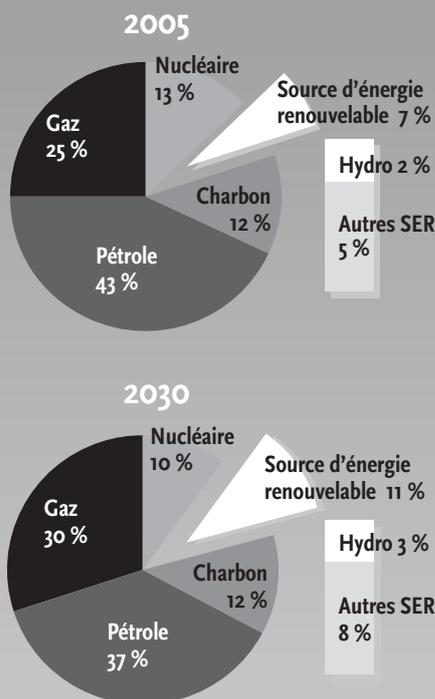
**L'électricité**

LA DEMANDE D'ÉLECTRICITÉ va croître de 80 % entre aujourd'hui et 2030. Cette augmentation proviendra en grande partie des pays de la rive sud de la Méditerranée où la consommation passera de 1 862 kwh (kilowattheure) en 2005 à 3 900 kwh en 2030. À cette date, le gaz naturel devrait être la principale matière première énergétique dans le Sud (50 %) alors que c'est le nucléaire qui sera dans cette position au Nord. Le Sud-Ouest et le Sud-Est de la Méditerranée devront investir un montant estimé à 450 milliards de dollars dont 60 % concerneront des centrales électriques de nouvelle génération, le reste allant vers la transmission et la distribution.

- Tous les pays estiment que le développement des interconnexions transfrontalières est une condition essentielle pour renforcer la fiabilité du système (énergétique). Les décideurs et principaux intervenants du Sud ont commencé à se préparer à ces changements qui nécessitent de nombreuses modifications législatives et réglementaires et des mesures visant à libéraliser les marchés pour attirer des investisseurs privés. Cependant, l'absence

## GRAPHIQUE 5

### Demande primaire d'énergies renouvelables en Méditerranée



de connexion à haute tension entre de nombreux pays limite l'efficacité de la *boucle électrique*. Alors que la demande est très sensible au prix, ces derniers devront augmenter pour refléter les énormes investissements nécessaires. Mais des connexions électriques régulières ne seront pas en mesure de fonctionner correctement sans règles communes. Certaines récentes pannes d'électricité ont ainsi eu des effets préjudiciables sur le réseau européen en raison du manque de coordination.

## Les énergies renouvelables

LA PART DE CES SOURCES D'ÉNERGIE dans l'approvisionnement en énergie primaire de la Méditerranée devrait augmenter de 11 % d'ici 2030 pour atteindre une production totale de 159 Mtoe, ce qui peut sembler plutôt modeste au regard du potentiel de la région. Le lauréat du prix Nobel de physique, Carlo Rubbia, se plaît à rappeler qu'«il pleut chaque année dans le désert du Sahara l'équivalent d'une tonne de pétrole par mètre carré»<sup>(8)</sup>. De fait, cette part des énergies renouvelables a lentement triplé au cours des trois dernières décennies pour atteindre 7 % de l'offre primaire en 2005. Les sources d'énergies renouvelables non hydrauliques ont progressé à un taux moyen annuel de 26 % pour atteindre 19 gigawatts (GW), dont une bonne part provient de la hausse spectaculaire de la production d'énergie éolienne. Les sources d'énergies renouvelables non hydrauliques ont globalement contribué pour 17 % de l'électricité produite dans la région en 2005, une proportion qui devrait s'élever à 26 % en 2030.

- Les pays riverains du Nord représentent 70 % de l'énergie hydraulique, ce qui ne devrait pas changer considérablement. Le récent Plan solaire lancé par l'Union pour la Méditerranée est prometteur : le temps dira s'il pourra satisfaire les espoirs que ses promoteurs placent en lui<sup>(9)</sup>. Les intérêts pour les énergies renouvelables doivent être placés dans le contexte d'une région qui va souffrir du changement climatique – la pénurie d'eau est déjà une réalité et d'importants secteurs, et pas seulement l'agriculture, sont confrontés à des défis ardues. **GRAPHIQUE 5**

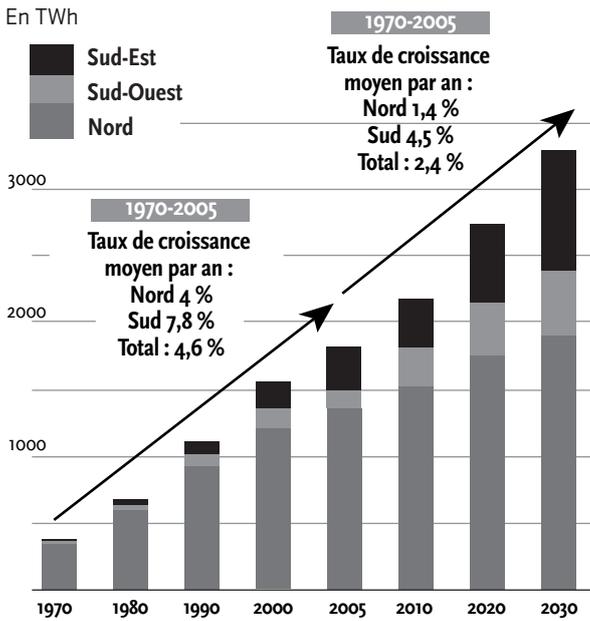
## L'énergie nucléaire

DANS LES DÉCENNIES À VENIR, l'énergie produite à partir du nucléaire demeurera une source essentielle en France, certainement au Royaume-Uni, sans doute en Allemagne et peut-être en Italie et en Espagne. Il est par contre plus difficile de plaider pour le développement du nucléaire dans les pays de la Méditerranée occidentale, notamment en Afrique du Nord. À l'exception de la Libye, la justification économique pour l'option nucléaire n'est pas claire dans les pays de cette zone. Aucun d'eux n'a en effet les capacités nécessaires pour une telle industrie à forte intensité capitaliste. De plus, les conditions locales sont difficiles, notamment sur le plan environnemental. L'habitat sur les zones côtières est très dense, ce qui signifie que l'impact potentiellement négatif du nucléaire sur d'autres activités, par exemple le tourisme, doit être pris en compte. Dans le même temps, l'importante activité sismique en Algérie et au Maroc complique encore plus la donne. L'attitude nationaliste traditionnelle devrait limiter *de facto* toute participation étrangère à des projets communs, notamment dans les services publics comme la production d'électricité. Ce souci de maintenir un contrôle national (sur les activités nucléaires) viendrait donc s'ajouter au coût de développement tout en augmentant les craintes de prolifération. Autant de difficultés qui pour autant ne sont «probablement pas insurmontables», même si elles pourraient «se combiner avec d'autres considérations

(8) 5+5=32 Feuille de Route pour une Union méditerranéenne, Le Cercle des économistes et Hubert Védrine, Perrin 2007.

(9) Rapport sur le Plan solaire méditerranéen, ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, Paris, mai 2009.

Évolution de la production d'électricité en Méditerranée



À PLUS LONG TERME,  
ON PEUT SOUTENIR  
QUE L'EUROPE A INTÉRÊT  
À PROMOUVOIR L'ÉNERGIE  
NUCLÉAIRE EN AFRIQUE  
DU NORD

pour ralentir le processus de développement» de l'énergie nucléaire au Sud de la Méditerranée<sup>(10)</sup>.

• Malgré l'offre de la France de doter les pays d'Afrique du Nord d'une capacité nucléaire civile, d'autres facteurs devront être pris en compte dans toute prévision (de développement régional de l'énergie nucléaire, ndt). Aujourd'hui, aucun pays de la région ne possède une culture industrielle assez forte avec des garanties sérieuses de sécurité. La plupart des pays concernés font face à tant de défis sociaux et économiques, qu'il semble malvenu d'affirmer que les dépenses importantes pour construire des centrales nucléaires civiles sont une priorité. Dans la mesure où aucun de ces pays n'est à l'heure actuelle une démocratie, la promotion du nucléaire civil en Afrique du Nord risquerait de provoquer un retour de bâton dans l'opinion publique européenne, laquelle pourrait difficilement faciliter un dialogue qui, actuellement, porte avant tout sur des sujets essentiellement liés à la sécurité européenne. En outre, la domination française (dans la région) est si grande que l'on peut s'attendre à ce que ses voisins européens réagissent négativement à moins qu'ils ne trouvent le moyen de participer aux bénéfices, ce qui n'est pas impossible.

• Aujourd'hui, pour les pays du Sud méditerranéens riches en hydrocarbures, le coût d'opportunité de la combustion de gaz naturel pour la production d'électricité est beaucoup plus faible que celui de la combustion de pétrole. Pour la simple raison que le revenu net provenant des exportations de gaz est nettement inférieur au revenu net des exportations de pétrole, en raison de prix plus bas et de frais de transport plus élevés. C'est pourquoi un pays comme l'Algérie, dont la production d'électricité est essentiellement tributaire du gaz naturel (90 %), ne connaîtra pas la même incitation à un passage au nucléaire qu'un pays qui dépend essentiellement du pétrole brut et des produits pétroliers.

• Toutefois, à plus long terme, on peut soutenir que l'Europe a intérêt à promouvoir l'énergie nucléaire en Afrique du Nord. Dit très simplement, le développement de l'énergie nucléaire dans des pays comme l'Algérie, l'Égypte, la Tunisie et même la Libye est un moyen d'augmenter la disponibilité de gaz pour l'Europe. Dans un contexte où la demande d'électricité est destinée à augmenter, une moindre disponibilité de gaz naturel pour l'Europe signifie une dépendance accrue vis-à-vis de la Russie. Il n'est donc pas déraisonnable d'affirmer que le développement de l'énergie nucléaire en Afrique du Nord, plutôt qu'ailleurs dans le monde, est une meilleure option du point de vue européen. L'inclusion d'un chapitre conséquent en matière d'énergie nucléaire dans la coopération méditerranéenne pourrait faciliter son adoption en Afrique du Nord. L'Union pour la Méditerranée a fait un pas dans la bonne direction, mais l'Union européenne devra être beaucoup plus audacieuse dans la forme de coopération politique et économique qu'elle propose aux pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, si elle souhaite persévérer dans cette voie. **GRAPHIQUE 6**

(10) Arguments on nuclear power are drawn from *Nuclear Energy Developments in the Mediterranean and the Gulf*, Giacomo Luciani, *The International Spectator*, Vol. 44, n° 1, Istituto Affari Internazionali, Rome, mars 2009.

## 4 Les réalités régionales

AVANT D'EXAMINER quelles sont les possibilités de coopération énergétiques qui pourraient être développées entre les pays méditerranéens, il faut étudier plus en détail la situation dans deux sous-régions, le Maghreb et la Turquie, et le rôle qu'elles jouent ou qu'elles peuvent jouer dans l'avenir.

### La situation en Turquie

S'IL EST UN PAYS OÙ L'EXPRESSION *hub stratégique* est pertinente c'est bien la Turquie, du moins en ce qui concerne le gaz naturel. En effet, les frontières orientale et septentrionale de ce pays sont à proximité des plus grandes réserves de gaz naturel au monde (Russie et Iran). Et sur ses frontières occidentales, se trouve l'Union européenne qui représente le plus grand marché du monde. Au passage, il peut paraître étrange de compter l'Iran comme un acteur en Méditerranée, mais son pétrole et ses ressources gazières pourraient fort bien trouver leur chemin vers le Vieux Continent dans les années à venir. À ces considérations géographiques, il convient d'ajouter les immenses besoins internes de la Turquie, pays qui n'a ni gaz ni pétrole et dont l'économie est en forte croissance.

- En 2006, l'ouverture du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), un véritable *landmark* ou emblème de la région, a permis au gaz de la Caspienne d'être exporté vers les marchés mondiaux, essentiellement l'Europe, sans avoir à franchir le territoire russe. Dans le même temps, le gazoduc qui relie Shah Deniz en Azerbaïdjan à Erzurum (Turquie), lui aussi opérationnel, est parallèle au BTC sur la majeure partie de son itinéraire. Le port de Ceyhan est devenu un débouché important pour les cargaisons de pétrole de la Caspienne et de Kirkouk en Irak. Quant au Bosphore, il reste un point de passage obligé pour le transit entre la mer Noire et la Méditerranée, mais le projet d'oléoduc Samsun-Ceyhan, devrait contribuer à soulager la pression sur ce détroit et, si tout reste conforme au plan, permettre au pétrole d'être transporté en Israël et vers les marchés asiatiques pendant la prochaine décennie.

- Aux côtés du BTC se trouve le gazoduc du Caucase du Sud à Erzurum : depuis la fin de 2007, ce pipeline de gaz naturel a permis la livraison de gaz de la Caspienne à partir de l'Azerbaïdjan vers le nord de la Grèce en contournant la Russie. La capacité actuelle de ce gazoduc devrait être multipliée par trois à partir de 2013 (elle sera alors de 750 millions de mètres cubes) lorsque la connexion sous-marine entre la Grèce et l'Italie sera terminée. Quant au gazoduc Nabucco, c'est un projet encore plus important. Le rôle de la Turquie comme corridor énergétique est ainsi appelé à se développer davantage et les implications stratégiques pour l'Europe sont évidentes.

- Au-delà de son rôle croissant en tant que plaque tournante énergétique, la Turquie a besoin de plus en plus d'énergie pour sa consommation intérieure. La dépendance énergétique globale du pays devrait atteindre 74 % en 2030, dès que la demande d'énergie primaire par habitant aura doublé pour atteindre 2,7 tonnes équivalent pétrole par habitant. Le pays devra tripler sa capacité de production d'électricité actuelle afin de satisfaire la demande. Pendant ce temps, de grands progrès sont réalisés pour développer les énergies renouvelables ainsi que le nucléaire civil. Point intéressant, la Turquie a récemment accepté que les entreprises françaises leader en matière d'énergies renouvelables et nucléaire puissent participer aux appels d'offres pour des contrats dans ces deux domaines. La France a proposé de coopérer avec la Turquie sur le plan de l'énergie nucléaire : une

LE RÔLE DE LA TURQUIE  
COMME CORRIDOR  
ÉNERGÉTIQUE EST APPELÉ  
À SE DÉVELOPPER  
ET LES IMPLICATIONS  
STRATÉGIQUES POUR  
L'EUROPE SONT ÉVIDENTES

LA TURQUIE A ACCEPTÉ  
QUE LES ENTREPRISES  
FRANÇAISES LEADER EN  
MATIÈRE D'ÉNERGIES  
RENOUVELABLES ET  
NUCLÉAIRE PARTICIPENT  
AUX APPELS D'OFFRES  
POUR DES CONTRATS  
DANS CES DEUX DOMAINES

attitude assez contradictoire avec celle, plutôt sèche, qu'elle a adoptée lors des tentatives d'adhésion à l'Union européenne de la part d'Ankara. Les considérations énergétiques pourraient pourtant obliger la France à manger son chapeau...

- Un autre point doit encore être relevé à l'égard de la Turquie : un accident très sérieux impliquant un pétrolier dans le Bosphore équivaldrait à un désastre mondial. Les clauses du Traité de Montreux de 1923 qui fixent les règles pour le transit des navires à travers la ville d'Istanbul ne peuvent plus être strictement appliquées, les routes maritimes étant saturées. C'est l'un des éléments d'inquiétude à propos de la position charnière de la Turquie en tant que hub énergétique. Mais faut-il attendre qu'une catastrophe survienne pour envisager de résoudre ce problème ?

## La situation énergétique en Afrique du Nord

### PRINCIPALES TENDANCES

LES PAYS NORD-AFRICAINS affichent des caractéristiques très variées selon leurs secteurs énergétiques respectifs<sup>(11)</sup>. Que ce soit en termes de disponibilité, de niveaux de consommation ou de type d'énergie utilisée, les situations varient considérablement. Les différences en matière de consommation d'énergie entre les deux rives de la Méditerranée occidentale soulignent le fait que les pays nord-africains sont relativement moins développés sur le plan économique que leurs homologues européens.

- En Afrique du Nord, la consommation moyenne s'établit à une tonne d'équivalent pétrole (Tep) par habitant, contre trois Tep dans les pays du Nord. Les réserves d'hydrocarbures y sont très inégalement réparties, bien que globalement abondantes. Les flux d'énergie entre les pays de cette région sont pratiquement inexistantes, que ce soit pour le pétrole, le gaz ou l'électricité et ce, malgré l'existence de réseaux qui permettent des échanges d'électricité entre l'Algérie et ses deux voisins.

- Chaque pays semble avoir l'intention d'ignorer ses propres voisins, malgré la proximité de leurs marchés et les complémentarités qui pourraient exister. À cet égard, l'Algérie et la Tunisie entretiennent des relations de confiance politique, commerciale et financière plus grandes que celles qui existent entre l'Algérie et son voisin oriental. Mais, dans l'ensemble, l'absence d'une approche et d'une vision de développement communes est frappante.

- Les soldes commerciaux varient considérablement. L'Algérie et la Libye profitent de leurs exportations d'hydrocarbures pour dégager des excédents alors que les autres pays enregistrent des déficits. L'énergie représente une part importante de la balance commerciale globale, ce qui souligne l'impact potentiel d'une dépendance énergétique excessive. L'Afrique du Nord bénéficie de flux commerciaux d'un montant de plus de 200 milliards de dollars annuels dont 43% sont réalisés par les exportations d'hydrocarbures.

- La population de la région va probablement dépasser les 100 millions d'habitants en 2020. Ce qui équivaut à un doublement de la population en Tunisie au cours des douze prochaines années. Cette augmentation et la croissance qu'elle générera vont se traduire par une plus grande consommation d'énergie. Les besoins seront plus grands si le taux de croissance du produit national brut (PNB) de chaque pays est plus élevé. La contrainte hydrique croissante dans les pays du Sud de la Méditerranée occidentale est un autre facteur important : comme ils optent tous pour le dessalement de l'eau de mer, il est utile de rappeler que ce processus est très énergivore.

- Les taux de croissance du produit national brut sont globalement restés modestes au cours des dernières décennies, même si certains pays ont

(11) *Energy Overview*, Francis Ghilès, Communication présentée lors de la conférence "Maghreb Regional and Global Integration: A Dream to be Fulfilled", Peterson Institute for International Economics, Washington DC, 29 mai 2008.

**POUR SATISFAIRE LEURS  
BESOINS EN ÉNERGIE,  
LES PAYS D'AFRIQUE  
DU NORD DEVRONT  
INVESTIR  
CONSIDÉRABLEMENT**

**DE GRANDS LIENS  
COMMERCIAUX  
NE VEULENT PAS DIRE  
COOPÉRATION**

affiché de meilleures performances que d'autres. Le produit national brut du Maghreb pourrait atteindre 324 milliards de dollars d'ici à 2015 ou 2020 et son taux de croissance devrait être de 3,5 à 4 % annuellement. Un taux qui demeure modeste eu égard à une croissance démographique annuelle de 1,3 % et à l'arrivée de millions de jeunes demandeurs d'emploi sur le marché du travail. Tous ces facteurs impliquent une forte augmentation des besoins énergétiques.

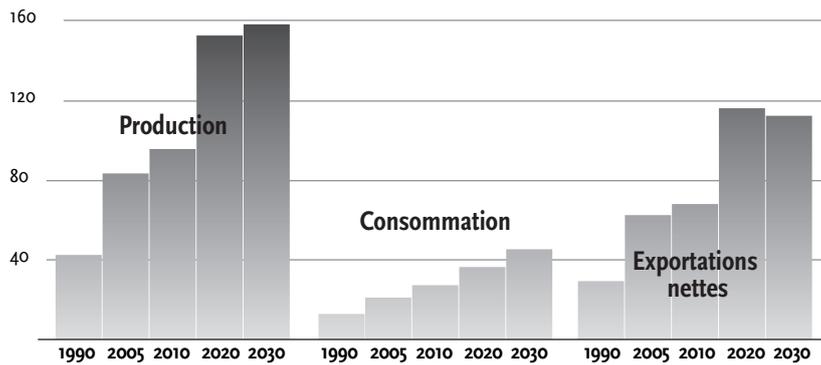
- La consommation d'énergie primaire pourrait afficher une hausse de plus de 53 millions d'équivalent pétrole (Mtep), passant de 75 Mtep en 2006 à 128 Mtep en 2020. La demande d'électricité devrait augmenter très rapidement, ce qui nécessitera la construction d'environ cinquante centrales d'une capacité de 500 MW.
- Pour satisfaire leurs besoins accrus en énergie, les pays d'Afrique du Nord devront donc investir considérablement. Les demandes d'énergie et les coûts élevés risquent en effet de générer une pression considérable sur l'approvisionnement en énergie, qui pourrait conduire à des pénuries dans certains pays. La question est de savoir si chaque pays du Maghreb sera capable de mobiliser, à lui seul, les moyens nécessaires. Compte tenu des conditions économiques, de l'étroitesse des marchés locaux, de la faible solvabilité de la demande, de la faiblesse des finances publiques et des primes de risque-pays exigées par les prêteurs, la réponse n'est pas évidente.

#### **TROIS OPTIONS POUR FAIRE FACE AUX ENJEUX ÉNERGÉTIQUES**

POUR FAIRE FACE au défi de l'énergie, les pays du Maghreb ont trois options.

- Si les pays concernés peuvent avoir la volonté politique d'encourager et d'accepter les flux transfrontaliers, on peut imaginer une situation où 18 millions de Tep pourraient être échangés, soit 15 % de la consommation totale. Les contraintes posées par la demande en électricité pourraient être résolues par l'utilisation optimale des interconnexions de réseaux qui existent déjà et qui sont utilisées en cas d'urgence. Ces interconnexions pourraient être renforcées à l'image de celle qui relie le Maroc et l'Espagne. De telles mesures permettraient aux pays du Maghreb de tirer profit de la complémentarité de leurs ressources ainsi que de leurs réseaux et d'optimiser les investissements tout en réduisant le coût pour chacun d'entre eux. En outre, cette approche garantirait une plus grande sécurité de l'approvisionnement en énergie pour toute la région.
- Le développement durable devrait être encouragé afin de limiter les contraintes environnementales et de renforcer l'offre énergétique. Les pays devraient mettre en œuvre des politiques volontaristes pour économiser l'énergie et promouvoir l'utilisation des sources renouvelables, notamment l'éolien et le solaire. Le développement de l'énergie solaire pourrait ainsi être encouragé par l'Union européenne et les États-Unis dans le cadre plus large de la lutte contre le changement climatique.
- Enfin, un plan d'action global permettrait de rassembler les différents éléments d'un puzzle comprenant les centrales électriques, les raffineries, le transport, les infrastructures de distribution et les usines pétrochimiques. L'idée de base est simple: les sociétés d'Afrique du Nord créent des joint-venture d'une part entre elles et, d'autre part, avec des sociétés internationales, en Europe et ailleurs. Chaque joint-venture entre le Sud et le Nord encouragerait aussi les exportations de gaz, d'électricité, de produits pétrochimiques et d'engrais vers l'Europe, le Brésil, l'Inde, l'Afrique et ailleurs. Une telle approche fait sens en terme d'économies d'échelle. Sachant que le Maroc est l'un des pays qui possède les plus importantes réserves de phosphate dans le monde et que le soufre et l'ammoniac (dont l'obtention nécessite du pétrole ou du gaz, des hydrocarbures) jouent un

Production algérienne de gaz : demande et exportations En Mtoe



rôle clé dans la transformation de ce minéral en engrais, les possibilités de coopération entre les deux plus grands pays d’Afrique du Nord, c’est-à-dire le Maroc et l’Algérie (qui dispose de gaz et de pétrole) sont considérables. **GRAPHIQUE 7**

**METTRE FIN À L’ATTITUDE DE CAVALIER SEUL DES PAYS DU MAGHREB**

DURANT LES DERNIÈRES ANNÉES, les réformes entreprises dans chacun des pays du Maghreb ont porté sur l’ouverture des marchés au secteur privé. Ces réformes devraient être harmonisées et mises en

concordance. Dans le cadre de la coopération Euro-Med, les pays du Maghreb ne devraient pas persister dans leur approche individuelle. Ils devraient prendre conscience des avantages d’une approche régionale, en termes de géostratégie, d’économie, de commerce et de finance sans oublier les possibilités de création d’emplois pour la région. Les approches par pays sont coûteuses, contre-productives et généreront beaucoup moins d’emplois qu’il ne le faudrait pour éviter des troubles sociaux dans la région. Les leaders nord-africains ont la responsabilité, vis-à-vis de leurs enfants, de ne pas gâcher leur chance d’avoir, dans les décennies à venir, plus d’opportunités d’emplois à des postes qualifiés.

Alors que le monde devient plus complexe, que la question de la sécurité énergétique est omniprésente dans les discours et les politiques des dirigeants occidentaux, rassembler les pays nord-africains et bâtir des plateformes de dépendance mutuelle avec l’Europe offrirait une opportunité unique pour renforcer la confiance et garantir une utilisation optimale de l’énergie. Il est raisonnable de supposer que si les pays du Maghreb persistent dans la voie des politiques individualistes suivies à ce jour – avec aucune prise en compte des possibles économies d’échelle régionales dans l’utilisation de l’énergie (on pourrait même parler de mauvais emploi de cette ressource) – le taux de croissance dans la région sera alors plus faible et les emplois créés moins nombreux que nécessaire. Soit, en somme, une augmentation des facteurs d’instabilité.

C’est dans ce contexte que l’idée de construire un pipeline reliant le Nigeria à l’Algérie a été émise, à la fois à Alger et à Bruxelles<sup>(12)</sup>. Un tel projet pourrait paraître bien lointain, voire étrange pour le moment, mais il ne faut pas oublier que le projet Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) a d’abord été rejeté lorsque l’idée de sa construction a été lancée au début des années 1990. Mais plutôt que de construire un nouveau gazoduc en provenance du Nigeria vers l’Europe à un coût estimé de 10 milliards de dollars, il serait probablement plus judicieux pour le Nigeria de vendre du gaz à l’Algérie qui sera ensuite réinjecté et stocké dans le champ gazier de Hassi R’Mel dans le sud algérien. L’Algérie livrerait alors le gaz sous forme liquéfiée à l’Italie et à la péninsule Ibérique par le biais des deux gazoducs sous-marins existants. Bien sûr, une telle idée est fortement contestée par les inconditionnels du marché libre.

**LE NÉCESSAIRE RAPPROCHEMENT DE L’UE AVEC LE SUD DE LA MÉDITERRANÉE**

L’UE PRÉVOIT pour ses membres un cadre réglementaire commun, mais comme mentionné précédemment dans cette note, elle n’a pas de politique énergétique commune. Une situation dont l’évolution risque de ne pas être évidente au cours des prochaines années. La cacophonie pourrait être réduite mais de puissants intérêts nationaux, arc-boutés autour des champions nationaux sont susceptibles de persister et les pays ne disposant pas

**LES POSSIBILITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LE MAROC ET L’ALGÉRIE, QUI DISPOSE DE GAZ ET DE PÉTROLE, SONT CONSIDÉRABLES**

(12) *Europe’s Southern Escape*, Francis Chilès, *The Wall Street Journal Europe*, 9 janvier 2009.

TABLEAU 1

## Indicateurs clé pour la Méditerranée

				Augmentation annuelle moyenne		Part du Sud de la Méditerranée / Méditerranée		Part de la Méditerranée dans le monde	
	1970	2005	2030	1970-2005	2005-30	2005	2030	2005	2030
Population (million)	298	471	550	1,3 %	0,8 %	55 %	62 %	7 %	7 %
PIB	2265	6073	11 369	2,9 %	2,5 %	20 %	29 %	11 %	10 %
Production (Mtep)	253	660	973	2,8 %	1,6 %	56 %	66 %	5,8 %	–
Charbon	5	40	50	6,2 %	0,9 %	27 %	60 %	1,4 %	1,0 %
Pétrole	211	264	318	0,7 %	0,7 %	97 %	99 %	6,6 %	–
Gaz	4	156	309	11,2	2,8 %	92 %	99 %	6,6 %	–
Demande (Mtep)	395	990	1 426	2,7 %	1,5 %	28 %	42 %	8,7 %	8,0 %
Carburants fossiles	361	790	1 130	2,3 %	1,4 %	33 %	47 %	8,5 %	7,8 %
Nucléaire	2	133	138	13,2 %	0,1 %	0 %	9 %	18 %	19 %
Renouvelables (avec hydro.)	32	67	159	2,1 %	3,5 %	28 %	35 %	4,6 %	6,8 %
Capacité électrique (GW)	–	424	797	–	2,6 %	24 %	45 %	11,2 %	13,2 %
Génération électrique (TWh)	380	1 843	3 289	4,6 %	2,3 %	26 %	42 %	10,1 %	9,3 %
Part des importations	39 %	42 %	40 %	–	–	–	–	–	–
Émissions de CO <sub>2</sub> (Mt)	997	2 146	3 012	2,2 %	1,4 %	32 %	47 %	8,1 %	7,2 %

## La coopération énergétique

Le processus de Barcelone n'a pas permis beaucoup de progrès en matière de coopération énergétique entre les deux rives et il est encore trop tôt pour savoir si l'UPM peut améliorer les choses en l'absence d'une refonte de la politique étrangère de l'UE vis-à-vis de la région. Sans un niveau beaucoup plus important de confiance politique, des accords commerciaux seront certes signés, mais une coopération plus large et plus profonde à la fois Nord-Sud et Sud-Sud est assurée d'échouer.

de champions de ce type devront faire avec leurs moyens réduits. Cependant, le déficit énergétique de l'Europe – notamment en gaz naturel – va continuer d'augmenter. La Commission européenne prévoit ainsi une baisse de la production européenne de gaz qui passerait de 239 milliards de mètres cubes en 2005 à 107 milliards de mètres cubes en 2030. L'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME) est plus pessimiste puisqu'il avance la prévision de 66 milliards de mètres cubes en 2030. En 2006, l'Europe a importé 60 % de ses besoins en gaz, et elle pourrait atteindre les 84 % en 2030 selon la Commission. Ces chiffres ne font que mettre en exergue l'intérêt stratégique pour l'Europe de renforcer ses liens avec les exportateurs du Sud de la Méditerranée.

Les pays du Sud-Ouest méditerranéen ont un cadre réglementaire et institutionnel plus complexe. Et même si l'expérience européenne a ses limites, le Sud est confronté à un processus (de rapprochement, ndt) à la fois long et pénible. Un consensus est nécessaire car il est difficile, en l'état actuel des choses, d'imaginer les pays du Sud-Ouest méditerranéen prendre des mesures audacieuses en vue de la création d'un marché régional.

Les chiffres mentionnés dans le TABLEAU 1 soulignent l'ampleur du défi énergétique auquel la Méditerranée est confrontée. Si l'on suppose que l'ampleur du changement climatique va atténuer les traditionnelles préoccupations de l'Europe à propos de l'approvisionnement énergétique et des structures de marché de l'énergie alors la question est simple : l'Union européenne ne devrait-elle pas envisager d'intégrer plus ouvertement l'énergie dans sa politique étrangère et reconnaître que cette politique passera par la mise en place de relations plus étroites avec ses voisins du Sud et de l'Est de la Méditerranée ? Une telle politique aiderait-elle l'Union européenne à inciter les pays du Sud, notamment l'Algérie et le Maroc, à coopérer et à utiliser leur énergie abondante et bon marché pour développer des industries en aval ? Quelles seraient les conséquences politiques, économiques et sociales si le *statu quo* perdurait à moyen terme ?

Ces questions apparaîtront d'autant plus pertinentes si l'on a à l'esprit le fait qu'aucun plan pan-méditerranéen n'existe pour faire face aux conséquences d'un accident majeur ou d'une attaque terroriste qui affecterait les installations de gaz naturel sur les deux rives de la *Mare Nostrum*. ●



Docteur en économie, diplômé du St Antony's College à Oxford, **Francis Ghilès** est chercheur auprès du Centre d'Etudes

et de Documentation de Barcelone (Fondation CIDOB). Il a été journaliste au *Financial Times* de 1977 à 1995, couvrant notamment l'actualité des pays maghrébins. Spécialiste des économies méditerranéennes, il est aussi l'auteur de plusieurs publications dans divers médias de référence (*The Wall Street Journal Europe*, *Le Monde*, *El País*, *Le Monde Diplomatique*, *The Times Literary Supplement*...). Membre du Board Stratégique du réseau Young Mediterranean Leaders (YML), il a coordonné plusieurs séminaires de réflexion sur les problématiques euro-méditerranéennes.

**CETTE NOTE EST TIRÉE DE L'OUVRAGE** *Multilateral Cooperation in the Mediterranean: a comprehensive approach to security*, publié en février 2010 par l'Institut espagnol d'études stratégiques (*Instituto Español de Estudios Estratégicos*). Le texte présenté est la traduction du chapitre intitulé *Business as usual is not a viable energy option in the Mediterranean but is likely to prevail* dont l'auteur est Francis Ghilès, chercheur auprès de la Fondation CIDOB (*Fundació CIDOB*).

**REMERCIEMENTS** La publication de cette Note d'Ipemed a été rendue possible grâce à l'aimable autorisation de l'ambassadeur Emilio Cassinello, directeur général du Centre international de Tolède pour la Paix (*Centro internacional de Toledo para la Paz, CITpax*) et coordinateur de l'ouvrage publié par l'Institut espagnol de Estudios Estratégicos.



**IPEMED**

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, IPEMED, est une association reconnue d'intérêt général, créée en 2006. Think tank promoteur de la région méditerranéenne, il a pour mission de rapprocher par l'économie, les pays des deux rives de la Méditerranée. Il est indépendant des pouvoirs politiques dont il ne reçoit aucun financement.

IPEMED est dirigé par **Jean-Louis Guigou** et **Radhi Meddeb**. Conseiller éditorial: **Akram Belkaïd**. Conseiller scientifique: **Pierre Beckouche**. Communication: **Véronique Stéphane**. ISSN: 2106 - 5063  
→ [www.ipemed.coop](http://www.ipemed.coop)

Réalisation : **Patricia Jezequel, Alain de Pommereau** Impression : CPI Imprimerie France Quercy



16 Les Notes IPEMED n° 9

LE DÉFI ÉNERGÉTIQUE